



**HAL**  
open science

## L'identité d'une revue

Jacques Barou

► **To cite this version:**

| Jacques Barou. L'identité d'une revue. Ecarts d'identité, 2022. halshs-03929231

**HAL Id: halshs-03929231**

**<https://shs.hal.science/halshs-03929231v1>**

Submitted on 8 Jan 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## L'identité d'une revue

Je suis arrivé à Grenoble en 1993 près d'un an après la création de la revue *Ecart* d'identité par l'ADATE. Travaillant au CNRS depuis 1988 et écrivant sur des questions liées aux migrations internationales depuis les années 1970, j'avais une certaine expérience de ce type de revue que l'on qualifie de revues plurielles. On pouvait en distinguer deux catégories qui souvent d'ailleurs se chevauchaient. Il y avait les revues dites scientifiques, reconnues dans le monde académique mais souvent ignorées du grand public et les revues qui visaient essentiellement le grand public sans ignorer pour autant la dimension scientifique. Je collaborais depuis longtemps avec ces deux types de revues. Côté académique, j'étais en contact étroit avec la revue *Ethnologie française* fondée en 1971 par Jean Cuisenier et adossée au centre d'ethnologie française qui a été mon laboratoire d'accueil de 1988 à 1993. Il existait d'autres revues de ce type rattachées à d'autres laboratoires et se voulant l'expression d'autres disciplines académiques comme la *Revue française de sciences politiques*, la *Revue française de sociologie* ou la prestigieuse et très « bourdivine » *Actes de la recherche en sciences sociales*. La Revue Européenne des Migrations Internationales fondée en 1985 par les géographes de l'université de Poitiers était la première à afficher explicitement les migrations et les relations interculturelles comme son principal objet de publication. Les revues grand public avec lesquelles j'avais pu collaborer avaient un fonctionnement et des objectifs sensiblement différents et avaient une diffusion beaucoup plus large. Les comités de rédaction reflétaient ces différences. Composés exclusivement d'universitaires dans le cas des revues scientifiques, ils comptaient un nombre significatif de professionnels de différents secteurs dans le cas des revues grand public : des responsables des politiques familiales dans le cas de la revue *Informations sociales*, éditée par la Caisse Nationale d'Allocations Familiales ou des responsables de l'éducation dans le cas de *l'Ecole des parents* et de *Migrants formation* devenue plus tard *Diversité, ville, école, intégration*.

Les comités de lecture avaient un rôle très important dans les revues universitaires. Redoutés des contributeurs, ils pouvaient refuser sans appel un article qui avait parfois demandé un travail considérable ou mettre à la torture les auteurs en exigeant d'eux des modifications à n'en plus finir des textes présentés. Bien sûr les divergences de points de vue, les enjeux de pouvoir au sein du monde universitaire ne pouvaient manquer d'interférer dans les jugements portés sur la valeur scientifique des articles.

Dans les revues grand public, il n'y avait pas de comités de lecture, ce qui ne signifiait pas pour autant qu'elles étaient prêtes à publier n'importe quoi. Les rédactions se montraient attentives au contenu des contributions et pouvaient refuser certaines d'entre elles ou demander des améliorations. Malgré tout, les exigences étaient moindres du côté des revues grand public que du côté des revues académiques, véritables jauges des carrières scientifiques. Certains chercheurs, obnubilés par leurs soucis de carrière, refusaient de publier dans des revues grand public craignant que la faiblesse du prestige accordé à celles-ci, du côté universitaire tout au moins, fasse apparaître leurs publications comme de moindre intérêt et nuisent ainsi à leur progression.

Une revue s'efforçait de résoudre cette contradiction entre qualité scientifique et élargissement du lectorat. C'était *Hommes et migrations*, fondée en 1950 par le père Jacques Ghys membre de la société des missionnaires d'Afrique. Sous le nom de *Cahiers nord-africains*, d'abord puis sous son nom d'*Hommes et migrations* à partir de 1985, cette revue a connu une évolution unique en son genre. Ses objectifs de départ étaient de type militant. La revue était adossée à l'association AMANA

qui menait, à l'époque, une importante action d'alphabétisation auprès des Nord-africains vivant en métropole. Dans le climat tendu de l'époque de la guerre d'Algérie, la revue réussit à apparaître comme une instance de réflexion et d'information objective. Elle publiait des dossiers de fond en laissant la parole à des contributeurs variés : praticiens de terrain, spécialistes universitaires, décideurs politiques. Après le décès de son fondateur, elle va progressivement renforcer sa dimension scientifique au détriment de sa dimension professionnelle et militante. Elle entre aussi dans une certaine dépendance financière des pouvoirs publics. Tant que la revue accueillait des contributeurs venus du travail social, de l'éducation, de la formation professionnelle ou du monde associatif, elle avait un très large lectorat et plus d'un millier d'abonnés. Cela lui permettait de se suffire financièrement. A la fin des années 1990, se pose la question de sa survie. Il faut lui trouver un éditeur subventionné par les pouvoirs publics. Ce sera d'abord l'agence pour le développement des relations interculturelles (ADRI) qui, de 1999 à 2004 accueillera l'équipe de la revue dans ses locaux et assurera son édition et sa diffusion. Puis, en 2005 l'ouverture de la Cité Nationale de l'Histoire de l'Immigration lui permet d'être éditée quatre fois par an par un établissement public, ce qui lui assure un certain confort mais la met potentiellement en risque de dépendance financière. Jusqu'ici cette dépendance ne s'est pas traduite par des ingérences de l'Etat dans la programmation des numéros, le choix des contributions et la composition du comité de rédaction. Mais l'adossement à un établissement public qui a une vocation essentiellement culturelle, restreint de plus en plus la diversité de son lectorat.

En arrivant à Grenoble, j'ai eu l'agréable surprise de retrouver à travers *Ecarts d'identité* une revue qui rappelait ce qu'avait été *Hommes et migrations* jusqu'au début des années 2000. La place donnée dans cette revue aux témoignages directs, aux présentations d'initiatives originales, la parole donnée aux professionnels de la médiation culturelle ou aux militants associatifs, tout cela répondait à toutes les préoccupations des chercheurs, des militants, des praticiens et des élus concernés par les questions d'immigration. Son ancrage régional en Rhône-Alpes Auvergne achève de lui donner une identité originale parmi les revues qui traitent de ce thème. Souhaitons-lui de poursuivre dans cette voie, avec succès, ce qui n'a rien d'évident dans un contexte où l'édition papier s'avère de plus en plus coûteuse. Mais les diverses péripéties qui ont marqué son histoire laissent entrevoir une forte capacité de rebond, ce qui peut justifier un certain optimisme quant à son avenir.

Jacques Barou CNRS UGA